

Solidarité internationale et droit à la communication Deux valeurs indissociables que la CGT défend depuis toujours

Notre camarade Christian, qui partage sa vie entre La France et Cuba depuis plus d'une trentaine d'années a rencontré en 2025 puis en 2026 les postiers de Mella, commune d'environ 30 000 habitants dans la province de Santiago.

La quinzaine de factrices et facteurs de cette petite ville, prennent leur service vers 8h00. L'essentiel de leur travail quotidien est d'organiser la distribution des journaux des abonnés, encore très nombreux malgré les difficultés engendrées essentiellement par le blocus Étasunien décrété unilatéralement depuis 1962 et celui naval sur le pétrole depuis fin janvier de cette année.

Julio que j'accompagne et les autres emportent dans leurs sacoches, à pied ou à vélo (sans assistance électrique), de 150 à 250 journaux selon les tournées qu'elles ou ils livreront pendant les 3 ou 4 heures de leur parcours. Comme à La Poste, en France, les nouveaux sont en doublure afin d'apprendre leur tournée. Quant aux anciens, les quartiers, les rues qui serpentent la commune et surtout leurs concitoyens leurs sont si familiers qu'aucun nom ni adresse n'apparaissent sur les journaux. A part le nom des rues et les numéros sur les habitations, aucun nom sur les portes et pas une boîte aux lettres.

Le postier connaît chaque âme de sa tournée et même au-delà, chaque recoin, maison, habitation et il est toujours le bienvenu, comme un membre de la famille.

Il remet le journal en main propre la plupart du temps ou lorsque la personne n'est pas à son domicile, il glisse le journal entre les persiennes dont la plupart des habitations sont dotées. Un service public, un lien social qui rappelle des souvenirs aux plus anciens d'entre nous et nous frappe en pleine face tant le virage vers la marchandisation de la communication en France a été violente bien que l'histoire soit loin de se terminer.

Cette année, 2026, le blocus pétrolier ne permet presque plus l'alimentation des centrales thermoélectriques et le transport public et autres sont réduits à peu de chose. Cela engendre une asphyxie de l'ensemble de l'économie, des coupures d'électricité, d'eau, de la téléphonie et d'accès à internet, quotidien, monstrueux, une inflation démentielle accentuant encore davantage les inégalités entre les citoyens.

L'imprimerie des journaux est touchée, comme le reste, et du coup, les factrices, facteurs ne distribuent les journaux qu'une fois par semaine au lieu de 6 jours sur 7. Une fois par mois ils remettent aux retraités leur pension. Tout en restant à disposition de leur centre ils sont, le reste du temps au chômage technique mais heureusement l'état continue de les payer. Il est sans dire que leur maigre salaire, environ 6 euros par mois ne leur permet pas de vivre, ni même de survivre. Quelques aides de l'Etat mais surtout le système D, quelques affaires ou encore l'argent que leurs proches leur envoient de l'étranger leur permettent, tant bien que mal de joindre les deux bouts. »

Ce droit fondamental à la communication et tous les autres sont clairement remis en cause par cette politique impérialiste, belliciste et criminelle des USA.

Pour un service public de la communication, seule à même de garantir ce droit fondamental.

Le 38^{ème} congrès de la CGT FAPT (fédération des activités postales et de télécommunication) fin avril 2026 a réaffirmé haut et fort que le droit à la communication est un droit fondamental. C'est le projet et la bataille de la CGT FAPT de longue date. Le programme du conseil national de la résistance, en 1944, écrivait, parmi les mesures à appliquer dès la libération du territoire : « La liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères. »

Nos entreprises jadis publiques, des postes et télécommunication, ont pris depuis de nombreuses années la voie de la privatisation, tous, professionnels comme usagers en font les frais tous les jours. Les premiers sur la dégradation de leurs conditions de travail, des tournées de facteur calculées par les algorithmes, l'IA, et donc programmées à leur destruction progressive puisque non rentables, la suppression des bureaux de poste de plein exercice, des boîtes jaunes, des centres de tri, l'externalisation de nombre d'activités ou encore l'utilisation de la sous-traitance comme pour le traitement et la distribution des colis... la perte du sens de leur travail. Les usagers, eux, subissent au quotidien un service considérablement dégradé, fin du service public et de la cohésion sociale, augmentation des inégalités d'accès, fini la distribution 6 jours sur 7, un service de réclamation qui, comme dans nombre d'administrations ou entreprises est un parcours du combattant et déshumanisé.

La communication c'est aussi l'accès à l'information, à la connaissance, la culture. Aujourd'hui le constat est édifiant, l'immense majorité des médias écrits, audio visuels mais aussi les maisons d'édition et le numérique, les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) sont entre les mains de quelques milliardaires. D'outils précieux pour l'émancipation du plus grand nombre, on se dirige vers une arme de destruction massive des consciences, de la liberté de pensée, une arme d'aliénation et de dénaturation de l'Humain, de contrôle de nos vies dans tous ces aspects, une attaque en règle contre la démocratie.

Une enquête de 2019 relatée par le journal l'Humanité (du 30 avril au 12 mai 2026) « Et si les États-Unis nous débranchaient, » nous alerte sur l'ultra dépendance des citoyens vis à vis de ces géants de la finance et dans tous les domaines de la société, les relations sociales, la santé, la culture, les voyages, l'école ou encore nos moyens de paiement. Les 11 juges de la cour pénale internationale enquêtant sur l'affaire de crime contre l'humanité du premier ministre israélien NETANYU ainsi que leur famille respective en font actuellement les frais, tous leurs réseaux sont coupés et ils ne peuvent plus utiliser leur carte bancaire, tous cela sous un simple décret du président des USA Donald TRUMP.

Un service public de la communication et au-delà des frontières, tout comme l'eau ou l'énergie, est le seul moyen de garantir **un droit fondamental, universel !**

La CGT FAPT appelle tous les salariés à se mobiliser pour construire ensemble le Service Public de la communication !!!



Fédération nationale des salariés du secteur
des activités postales et de télécommunications CGT263,
rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex Tél. : 01 48
18 54 00 - C.C.P. Paris 20376 D
Site : www.cgt-fapt.fr Mail : fede@cgt-fapt.fr